

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 30/11/2022

49 bis, rue Laplace
41 000 BLOIS

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMF QSE (Bâtiment E)

ZAC du pôle Actif
14 allée du Piot
30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

Références : 2022-1186
Code AIOT : 0010013475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement AMF QSE (Bâtiment E) implanté ZAC des Portes de Chambord 41500 MER. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF QSE (Bâtiment E)
- ZAC des Portes de Chambord 41500 MER
- Code AIOT : 0010013475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Les activités du site AMF QSE - bâtiment E sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 14/06/2022. Ce bâtiment est actuellement loué à la société BUT pour le stockage de matières combustibles. La configuration n°1 en 8 cellules a été mise en place.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité au dossier
- Plan des réseaux
- État des stocks
- Dispositions constructives
- Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie
- Installations électriques et installations de protection contre la foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 4.2.2	/	Sans objet
3	État des stocks	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1	/	Sans objet
4	Zonage des dangers	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2	/	Sans objet
8	Murs coupe-feu	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.6	/	Sans objet
11	Points d'eau incendie	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13	/	Sans objet
12	RIA	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2	/	Sans objet
14	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.2	/	Sans objet
16	POI	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 1.2.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Accessibilité au site	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.3.1	/	Sans objet
6	Cantonnement et désenfumage	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.5	/	Sans objet
7	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.4	/	Sans objet
9	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.11	/	Sans objet
10	Système d'aspersion des parois	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13	/	Sans objet
13	Installations électriques	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.1	/	Sans objet
15	Evacuation du personnel	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 1.2.4.1
Thème(s) : Situation administrative, caractéristiques générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement, dit « Bâtiment E », comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, occupe une superficie de 126 574 m² et est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bâtiment d'une surface bâtie de 49 535 m² comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un entrepôt composé de 8 ou 10 cellules offrant une surface totale de 47 763 m² ; ◦ des bureaux : un bloc de 3 niveaux de surface au sol unitaire égale à 465 m² situés en façade Nord – Ouest au droit des cellules 4/5 ; ◦ des installations techniques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ trois locaux de charges situés à l'intérieur ou à l'extérieur des cellules de stockage. ▪ une chaufferie, un local transformateur et un local sprinkleur situé au niveau du pignon Sud-Est du bâtiment. • un bassin de confinement externe des eaux d'extinction incendie commun avec la rétention extérieure au bâtiment situé le long du parking de stationnement des véhicules légers au Nord-Ouest du site ; • une zone de stockage de palette située à l'extérieur des cellules de stockage, à plus de 10 m des parois de l'entrepôt et à plus de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement Le volume total de palettes étant limité à 200 m³.
<p>Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.</p> <p>La désignation des locaux techniques situés au niveau du pignon Sud-Est du bâtiment doit être précisée sur le plan de masse.</p>
<p>Observations : Afin de vérifier la conformité des installations construites et mises en service avec le dossier de demande d'autorisation, l'inspection a demandé la version définitive du plan de masse.</p> <p>L'exploitant a produit le plan de masse en date du 28/10/2019, sur lequel figurent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un entrepôt composé de 8 cellules de stockage ; - deux locaux de charge à l'intérieur des cellules 4 et 5 ; - un bloc bureau en façade Nord-Ouest au droit des cellules 4/5 ; - un local (ouvert) de stockage de palettes à plus de 10 mètres de l'entrepôt ; - un bassin de confinement au Nord-Ouest du site ; - des locaux non identifiés sur le plan au niveau du pignon Sud-Est du bâtiment (local sprinklage/aspersion, local chaufferie, local de charge, local transformateur). <p>La visite de site a permis de confirmer cette affectation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes, tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux transmis ne fait pas apparaître clairement l'ensemble des éléments demandés.
<p>Observations : L'exploitant a présenté un plan d'assainissement, référencé indice D en date du 28/05/2019.</p> <p>Ce document ne fait pas apparaître clairement l'ensemble des éléments demandés, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine de la distribution de l'eau d'alimentation n'est pas indiquée, ni les dispositifs de protection de l'alimentation, - la présence d'un séparateur à hydrocarbures est indiqué en légende mais sa localisation sur le plan n'est pas claire, - les ouvrages ne sont pas tous identifiés, notamment le dispositif d'isolement du réseau des eaux pluviales (vanne martellière) n'apparaît pas.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, par cellule, indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre doit pouvoir permettre de positionner l'établissement par rapport à la règle de dépassement direct et à la règle de cumul définies aux points I et II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'état des stocks ne présente pas la totalité des produits combustibles présents sur le site.
Observations : L'exploitant a présenté l'état des stocks en date 29/10/2022. Il détaille la quantité et le volume de produits stockés par cellule, numérotées de 31 à 38. Le plan annexé reprend cette numérotation. Le local stockage palettes n'est pas indiqué sur le plan, et la quantité de palettes présentes n'est pas indiquée sur l'état des stocks. Les produits sont identifiés selon les rubriques 2663 et 1510. A noter que suite au décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les volumes et quantités de la rubriques 2663 sont intégrés à la rubrique 1510. Le SDIS indique qu'il est pertinent de continuer à faire la distinction pour l'état des stocks. Afin d'être cohérent avec la réglementation en vigueur, l'état des stocks doit indiquer clairement que le volume et le poids des produits classés sous la rubrique 1510 correspond à la somme des produits identifiés sous le classement "2663" et "1510(hors 2663)".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Zonage des dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]
Constats : La nature du risque n'est pas indiquée à l'entrée des zones concernées.
Observations : Le local de charge présent au sein de la cellule 4 a été vu lors de la visite d'inspection. Un panneau en entrée de zone indique "Local de charge / source incandescente interdite". Néanmoins, la nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible) n'est pas indiquée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation dispose d'au moins deux accès, accessibles en permanence et positionnés de telle sorte qu'ils permettent à tout moment l'intervention services d'incendie et de secours.</p> <p>[...] La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>
<p>Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.</p> <p>Un accès au parking VL doit être rendu accessible aux pompiers, selon les recommandations du SDIS.</p>
<p>Observations : L'inspection a pu constaté sur le terrain la présence de la voie d'accès PL au Nord et de la voie dédiée aux pompiers à l'Est du bâtiment. Deux portails pompier, avec une indication au sol "stationnement interdit sauf pompier", sont présents au niveau de la voie "Est" du bâtiment. La voie est maintenue en bon état de propreté. Pas d'observation de la part du SDIS.</p> <p>La voie d'accès VL au Nord-Ouest du site permet d'accéder uniquement au parking VL, avec un accès piéton pour entrer sur le site, côté bureaux. Le SDIS sollicite l'accès à un portail proche d'un poteau incendie et menant au parking VL.</p> <p>L'exploitant indique qu'un gardien est présent sur site en dehors des heures d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Cantonnement et désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Cantonnement et désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...] Dans le cas de stockage de liquides inflammables (1436, 4331 et 4755), les cellules sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...]</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. [...] La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m. [...]</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. [...]</p>
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
<p>Observations : L'exploitant a présenté le plan de couverture et détail pour les cellules 5-6-7-8 en date du 01/07/2019 et le plan de couverture et détail pour les cellules 1-2-3-4 en date du 12/07/2019.</p> <p>Les dimensions réglementaires des cantons de désenfumage et des exutoires sont respectées.</p> <p>L'inspection a constaté par sondage la présence des plans des cantons de désenfumage de la cellule au niveau de la commande manuelle de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...] Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). [...]
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : L'exploitant a transmis les attestations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- attestation de conformité de l'étanchéité BROOFT3 en date du 06/03/2020 par la société RJ ENTREPRISE ;- attestation de non-effondrement en chaîne en date du 23/10/2019 par la société AMOCER ;- attestation de non-effondrement vers l'extérieur en date du 23/10/2019 par la société AMOCER.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Murs coupe-feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;[...]</p> <p>les parois séparatives entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.[...]</p> <p>Les parois en pignon Nord-Ouest et en façade Nord-Est sont des murs au moins REI 240. La paroi située en pignon Sud-Est est un mur au moins REI 120. Les parois séparatives situées entre les cellules de stockage et les locaux techniques (chaufferie, locaux de charge, local transformateur, local sprinklage) sont des murs au moins REI 120.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans ces parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois, à l'exception des murs REI 240 qui par dérogation ont des simples portes EI2 120 C.</p> <p>[...] Un marquage au sol matérialisant la zone qui doit rester libre afin de ne pas créer d'obstacles à la fermeture de portes automatiques est créé.</p>
Constats : La matérialisation REI120 au droit des murs n'est pas présente en façade quai.
<p>Observations : Les caractéristiques et localisations des murs coupe-feu REI120 et REI240 et des bandes incombustibles M0 figurent sur le plan de masse en date du 18/10/2019.</p> <p>L'exploitant a transmis la note attestant le non-effondrement en chaîne des poteaux BA en date du 23/10/2019 par la société AMOCER qui conclut sur la conformité au dossier pour la résistance au feu des murs (poteaux + panneaux). Elle s'appuie sur les notes de calcul réalisées pour les poteaux et panneaux BA, ainsi que sur le respect de l'épaisseur minimale pour une résistance au feu normalisé EI240 et EI180 suivant la norme NF-EN 1992-1-2:2004.</p> <p>Les procès-verbaux correspondant aux portes EI120 et le certificat NF pour les portes coulissantes ont été transmis. Ils n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté par sondage que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le marquage au sol au niveau des portes automatique est bien présent ; - la matérialisation des murs REI120 est présente côté Nord-Est, mais pas en façade quai ; - les parois séparatives entre cellules dépassent d'1 mètre en toiture ; - la toiture est recouverte d'une bande de protection de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.11
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le site dispose d'un bassin de confinement externe des eaux d'extinction incendie d'une capacité au moins égale à 3 236 m ³ , commun avec la rétention extérieure au bâtiment prévue à l'article 7.10.3 du présent arrêté.[...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.[...]
Constats : Pas de non respect des prescription constaté.
Observations : Le bassin de confinement est localisé au Nord-Ouest du site. Une vanne martelière actionnable localement et à distance est présente à proximité du bassin, et bien identifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Système d'aspersion des parois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] d'un système de colonnes d'aspersion, situé au droit de toutes les parois qui séparent les cellules de stockage, capable de délivrer au minimum et en tout point des sections des colonnes d'aspersion, situées le long de la cellule où se déroule l'incendie, un débit de 10 litres par minutes et par mètres linéaires, pendant 2 heures. Ce système est alimenté par un système de surpresseur redondant et une réserve d'eau d'au moins 320 m ³ . [...]
Constats : Pas de non respect des prescriptions identifiées.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence du système d'aspersion, nommé "colonne sèche" par l'exploitant, et d'une cuve dédiée de 380 m ³ . Le SDIS demande qu'un schéma de principe soit affiché dans le local aspersion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Points d'eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13
Thème(s) : Risques accidentels, Points d'eau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour ce faire, l'établissement dispose d'un réseau de 8 poteaux incendie privé (8 points d'eau incendie) et de deux réserves d'eau de 270 m³ unitaire (2 points d'eau incendie). Chacune de ces deux réserves d'eaux est dotée de deux raccords DN 100 mm et de deux aires d'aspiration de 40 m² pour un total de 80 m². Le réseau poteaux incendie est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. [...]</p> <p>L'exploitant communique au service d'incendie et de secours les mesures des débits et des pressions délivrés par les poteaux incendie, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas communiqué au service d'incendie et de secours les mesures des débits et des pressions délivrés par les poteaux incendie. Les poteaux doivent être numérotés.</p>
<p>Observations : La présence des 8 poteaux incendie a bien été constaté lors de la visite terrain. Ils ne sont pas numérotés et le SDIS indique que les valeurs de débit et de pression n'ont pas été transmises.</p> <p>Les deux réserves incendie sont présentes et bien identifiées.</p> <p>Le SDIS indique que le positionnement des raccords et des aires d'aspiration n'est pas optimale pour permettre l'alimentation des camions sur ces points d'eau.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : [...] Robinets d'incendie armés (RIA) : Annuelle [...]</p>
<p>Constats : Le registre de sécurité n'est pas tenu à jour.</p> <p>Les RIA ne sont pas contrôlés annuellement.</p>
<p>Observations : Lors de la visite, l'inspection constate par sondage qu'aucune date de dernière vérification n'est indiquée sur les RIA.</p> <p>Le registre de sécurité ne fait pas apparaître de date de vérification des RIA.</p> <p>L'exploitant présente le certificat Q5 de vérification des RIA en date du 26/04/2021 par la société SAS QJM.</p> <p>Par courriel du 15/11/2022, l'exploitant indique être en attente du retour du prestataire pour l'intervention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 715.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.[...]</p>
<p>Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p> <p>L'exploitant précisera les éventuelles mesures correctives prises suite au rapport de 2022.</p>
<p>Observations : Par sondage, il a été constaté la présence d'un interrupteur central à proximité d'une issue, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de la cellule.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de vérification des installations électriques. Par courriel du 15/11/2022, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de vérification des installations électriques en date du 29/09/2022 (intervention du 26 au 28/09/2022) par la société BUREAU VERITAS, présentant plusieurs observations ; - compte-rendu de vérification des installations électriques Q18 en date du 02/12/2021 par la société BUREAU VERITAS indiquant que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion" ; - compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge Q19 en date du 18/08/2021 par la société BUREAU VERITAS indiquant qu'"aucune anomalie n'a été constatée".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 715.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : La vérification visuelle des installations de protection contre la foudre n'est pas réalisée annuellement. L'exploitant doit préciser si les actions de correction ont été entreprises suite au dernier rapport.
Observations : L'exploitant a présenté l'analyse du risque foudre en date du 10/06/2017 réalisée par la société ALTUSIA conseil. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant les derniers rapports de vérifications des installations de protection contre la foudre. Par courriel du 15/11/2022, il a transmis les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - rapport de vérification visuelle des protections foudre en date du 08/02/2021 par la société 3ACFOUDRE faisant état de 3 réserves ; - rapport de vérification complète des installations de protection foudre en date du 20/09/2021 par la société BUREAU VERITAS, indiquant 1 observation qui correspond à la réserve n°1 du rapport de la société 3ACFOUDRE concernant la hauteur de la cheminée de chaufferie. Par sondage, il a été constaté qu'un compteur foudre du site affiche 0.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 714
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Pas de non respect des prescriptions constaté.
Observations : Les compte-rendus des deux derniers exercices évacuation en date du 01/04/2022 et du 18/07/2022 ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans la notice de dangers au plus tard dans les trois mois suivants la mise en service. [...]</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. Des exercices de P.O.I. sont organisés régulièrement en commun avec les établissements de la ZAC des Portes de Chambord situés dans le voisinage immédiat.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas établi un Plan d'Opération Interne dans les trois mois suivants la mise en service.
Observations : L'exploitant indique que le POI est actuellement en cours de finalisation et qu'il est prévu de solliciter le SDIS sur le projet de POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet